



Guerre au Sahel

Author(s): Rodrigue Nana Ngassam

Source: *Diplomatie*, MARS-AVRIL 2024, No. 126 (MARS-AVRIL 2024), pp. 30-33

Published by: Areion Group

Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/10.2307/48766191>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <https://about.jstor.org/terms>



JSTOR

Areion Group is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Diplomatie*



Par **Rodrigue Nana Ngassam**, docteur en science politique (Université de Douala, Cameroun), chercheur associé à l'Institut de recherche en géopolitique et d'étude stratégique de Kinshasa en République démocratique du Congo (IRGES) et au Groupe de recherche sur le parlementarisme et la démocratie en Afrique (GREPDA), membre de l'Académie de géopolitique de Paris.

Photo ci-dessus :

Au Niger, des soldats patrouillent dans le désert. Bien que le Mali, le Burkina Faso et le Niger aient décidé de réunir leurs forces dans la lutte contre le terrorisme notamment à travers l'Alliance des États du Sahel (ASS), les attaques ne diminuent pas pour autant. En 2023, au Sahel, les décès dus à la violence politique ont augmenté de 38 % et les décès de civils, de plus de 18 %, selon les chiffres du projet ACLED. (© Shutterstock)



Guerre au Sahel : la paix est-elle impossible ?

Depuis des décennies, le Sahel connaît une situation désastreuse qui affecte non seulement les pays qui le composent mais également des pays extérieurs, aussi bien en Afrique qu'en Occident. Avec une conflictualité endémique difficilement contrôlable, tous ceux qui ont tenté l'aventure de briser le cycle de la violence et de pacifier cette zone ont été mis en échec.

Au sortir de la guerre froide, on aurait pu espérer que le continent africain s'engage vers la paix et le développement. Malheureusement, cet espoir loin d'être une évidence est encore un rêve lointain car l'Afrique reste malade du terrorisme et de la guerre. La stabilité politique est précaire et la situation sécuritaire n'a jamais aussi été désastreuse dans un monde plus que jamais divisé et proche d'une troisième guerre mondiale au regard du conflit russo-ukrainien. Au Sahel, depuis 2012, la situation sécuritaire ne cesse de se détériorer malgré les efforts engagés par les États de la région et les partenaires internationaux pour y assurer à grand prix la paix et la reconstruction de cette partie de l'Afrique. Y a-t-il des solutions à ces crises sahéniennes qui ne cessent de s'aggraver au fil du temps ? On veut bien s'en convaincre et la réponse serait

positive si, après plusieurs années de présence et d'investissement occidental, on avait un Sahel qui sort de l'ombre pour mener enfin une existence adulte. Pour envisager des réponses renouvelées, peut-être faut-il tout d'abord penser dans toute sa complexité la crise multidimensionnelle qui affecte cette région. Car elle va bien au-delà de la seule problématique de la lutte antiterroriste à laquelle on la réduit trop souvent (1).

Faillies, faillite de l'État et coups d'État à répétition

Il est devenu courant de lier le chaos sahélien au coup d'État militaire survenu le 22 mars 2012 à Bamako, qui a vu le renversement de l'ex-président de la République du Mali, Amadou Toumani Touré, lui-même lié à l'effondrement du régime du Colonel Kadhafi, suite de l'intervention militaire de la France,



de la Grande-Bretagne et de l'OTAN, venues au secours des démocrates libyens de mars à octobre 2011. Cette situation, loin de sauver la Libye, a favorisé un essaimage des groupes djihadistes et développé des foyers de violences et d'insécurités multiformes sur le reste des États de la région. Malgré les multiples aides de la communauté internationale, l'« État projeté » par cette dernière n'a pas permis d'ancrer des pratiques de bonne gouvernance dans la région. La mal gouvernance reste un défi crucial pour ces États qui demeurent incapables de parachever leur autorité sur leur territoire. Cet état de fait résume bien les paradoxes de cette Afrique mal gouvernée dont le constat met en lumière le comportement des élites kleptomanes, affairistes, clientélistes qui accaparent l'État. Profitant de l'impopularité des dirigeants et d'un mécontentement populaire, les militaires n'ont pas manqué de sortir de leur sphère pour s'immiscer dans la politique alors qu'ils ne sont ni préparés ni habilités à jouer un rôle politique (2). Du Burkina Faso, de la Guinée Conakry et du Mali au Soudan, en passant par le Niger, on assiste à une prolifération des coups d'État

n'aurait pas d'autre choix que de se défendre par la violence la plus extrême. Cette brutalité est fédératrice d'une idéologie qui « décline toutes les variantes du meurtre et de la violence : se tuer, se faire tuer, tuer, tuer en se tuant ou en se faisant tuer » (4). Les réseaux terroristes opérant dans cette région sont beaucoup plus attentifs qu'on ne le pense aux faiblesses des moyens mis en œuvre pour les combattre. Et contrairement à une idée reçue et trop souvent véhiculée par les médias, surtout anglo-saxons, ces groupes armés islamistes radicaux ne sont pas homogènes ou unifiés et sont parfois en compétition entre eux (5).

Le plus visible d'entre eux reste l'organisation État islamique au Grand Sahara (EIGS), à côté du Groupe pour le soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et des *katibas* contrôlées par des Peuls et des Touaregs impliqués dans de nombreuses contrebandes et des trafics en tout genre, y compris dans l'économie informelle de l'immigration clandestine. Ils opèrent au-delà du septentrion et du centre malien, dans la zone du Liptako-Gourma, dite des « Trois frontières », qui s'étend sur les terri-

“ Les mécontentements sociaux du fait de l'incapacité de l'État à trouver des solutions ont réussi à être détournés et exacerbés avec un doigt accusateur sur la France, devenue le bouc émissaire. ”

depuis 2020 qui ont vu la venue au pouvoir des putschistes qui se sont érigés en messie avec la prétention de changer le destin de leur pays bloqué d'après eux depuis des décennies par la puissance colonisatrice qu'est la France (3). Les mécontentements sociaux du fait de l'incapacité de l'État à trouver des solutions ont réussi à être détournés et exacerbés avec un doigt accusateur sur la France, devenue le bouc émissaire. La haine distillée contre cet État simultanément par les décoloniaux, les panafricanistes et les wokistes, relayée par les réseaux sociaux et exploitée par certaines puissances, a semble-t-il trouvé un terrain fertile pour se propager. Ils présentent la Russie comme une alternative crédible selon eux face à l'échec des puissances européennes à éradiquer les organisations terroristes qui continuent de s'étendre et de s'enraciner dans la région.

Recrudescence de la terreur et de la violence islamiste

Depuis quelques années, c'est bien le terrorisme islamique qui est au cœur des préoccupations au Sahel avec des groupes terroristes motivés par des raisons religieuses. Il apparaît comme la fusion de toutes les variantes islamistes radicales qui fondent leur action sur la prédication (le Tabligh), l'action violente, sur l'exil et l'excommunication. Aux yeux du terroriste religieux, la violence est, d'abord et avant tout, un acte sacré et un devoir divin : celui-ci est exécuté comme réponse à une exigence théologique et est justifiée par les saintes Écritures. L'islam « agressé », menacé dans sa survie et sur son propre sol,



toires du Mali, du Niger et du Burkina Faso, jusqu'au nord des pays voisins (Côte d'Ivoire, Togo, Bénin) ayant une ouverture sur le golfe de Guinée. À côté de ces groupes terroristes, les mouvements autonomistes et indépendantistes sont également des facteurs d'instabilités dans le Sahel. C'est notamment le cas des rébellions de type politico-indépendantiste apparues dès le lendemain des indépendances et dont les soubresauts se sont depuis manifestés de manière récurrente sur le territoire du Mali et, dans une moindre mesure, du Niger (6). C'est le cas du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), du Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCU) et du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), reconstitués à la suite de l'intervention occidentale de 2011 en Libye. De nombreux autres groupes criminels non identifiables agissent également sur le terrain et entretiennent l'économie informelle (produits licites et illicites) qui transite par le Sahel.

Photo ci-dessus :

Rassemblement à Bamako le 1^{er} février 2024 célébrant le départ du Mali de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). C'est le 28 janvier 2024 que le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont annoncé leur décision de quitter l'organisation, au profit de l'Alliance des États du Sahel (AES), un accord de sécurité collective fondé par les trois pays le 16 septembre 2023. La CEDEAO s'est dite prête à trouver une solution négociée. (© AFP)



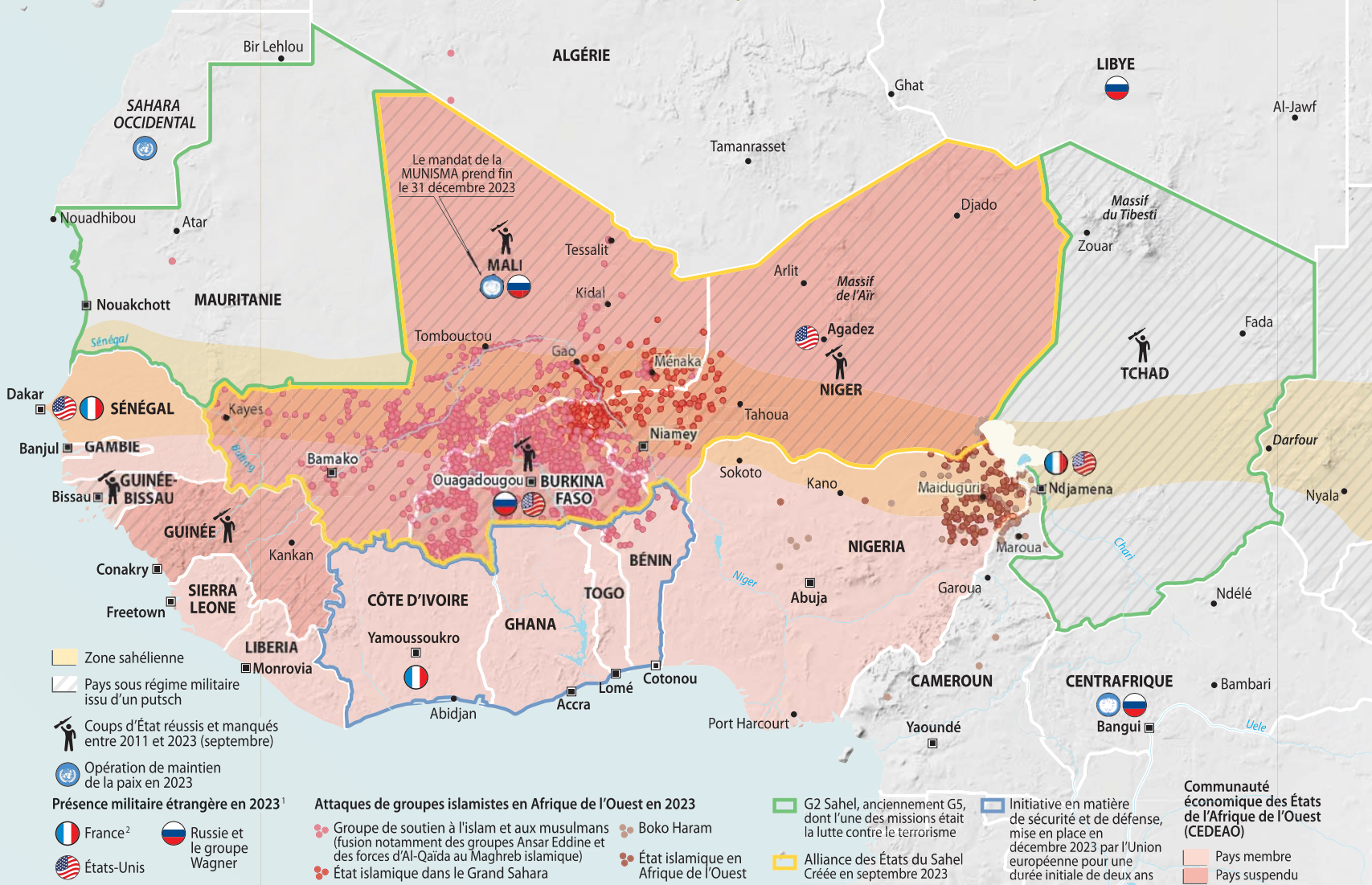
Points chauds

La revanche de la Russie

Profitant de la vague de coups d'État en Afrique, et particulièrement au Sahel avec des putschistes acquis à sa cause, la Russie est de retour sur le continent. Mais, c'est davantage la mise à contribution de Wagner, une société de sécurité privée russe, dans la gouvernance sécuritaire en Afrique, qui est révélatrice de l'intérêt russe pour les enjeux sécuritaires en Afrique (7). Particulièrement active en Libye où ses mercenaires ont cohabité avec l'armée française avant de la déclasser, Wagner s'est notamment trouvé impliqué dans la gouvernance sécuritaire au plus fort de la crise malienne, au Soudan et récemment en République centrafricaine (8). La présence du groupe Wagner en Afrique obéit à une logique de propagation du sentiment antifrançais modulable dans les enjeux de projection de puissance en Afrique. Pour les anti-occidentaux, et particulièrement antifrançais, l'intervention de la milice privée russe Wagner est vivement saluée et vise à mettre fin aux pillages des ressources naturelles et des accords inégaux qui retardent le développement de l'Afrique. Cette offensive militaire russe entend tirer le meilleur parti de la rupture des accords de coopération qui lient ces pays sahéliens avec la France.

Ainsi, la Russie a d'ores et déjà signé plusieurs accords de coopération militaire avec le Mali, le Burkina Faso et la Guinée Conakry pour asseoir une présence géopolitique et géostratégique dans ces États et a déjà des vues sur le Niger, un des derniers bastions de la France au Sahel. Il faut dire que, loin de venir en sauveur pour reconstruire ces États, la Russie nourrit également des convoitises et voile véritablement ses enjeux pour la région. L'arc sahélien est riche en ressources : sel, or, pétrole, gaz, fer, phosphate, cuivre, étain et uranium, et c'est un véritable *hub* énergétique de plus en plus convoité par les grandes puissances. Dans ce contexte, il n'est pas inutile de dire que ce redéploiement de la Russie n'est pas neutre et dépourvu d'arrière-pensées. Elle se positionne pour contrôler, encercler et contre-encercler les autres puissances à l'instar de la France et des États-Unis en les diabolisant pour tirer profit du désordre sahélien. Les conséquences pour les populations se font déjà sentir entre sévices corporels et nombreuses autres exactions, à côté de l'exploitation des minerais précieux dont regorgent ces pays. Entretemps, les paramilitaires du groupe Wagner poursuivent leur chemin au Sahel sous la protection du Kremlin et des militaires au pouvoir. Ces derniers, quant à eux, continuent

LE NIGER DANS SON ESPACE SAHÉLIEN (SITUATION EN DÉCEMBRE 2023)



1. Sont aussi présentes au Niger des forces militaires allemandes, belges, canadiennes, espagnoles et italiennes

2. Le retrait des forces françaises au Niger a été effectif le 22 décembre 2023

Sources : Rédaction de Carto, 2023 ; Laurent Gagnol, 2023 ; Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), décembre 2023 ; Conseil de l'Union européenne, décembre 2023 ; OCDE, La flambée du prix des céréales complique davantage l'équation alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest, juillet 2023, et Urbanisation et démographie en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1950-2020, Notes ouest-africaines, novembre 2021



de faire face aux mécontentements populaires, aux terroristes et aux irrédentistes, qui apparaissent plus forts que jamais.

Quelle(s) perspective(s) ?

Les perspectives pour un « Sahel nostrum » à l'image de la « Mare nostrum » des Romains, pourraient être longues, tant les conditions ne sont pas réunies pour que les États du Sahel deviennent de véritables États démocratiques à même d'exercer leur fonction régaliennne sur l'ensemble de leur territoire. La venue des putschistes au pouvoir pourrait au contraire aggraver l'instabilité et l'insécurité de cette zone fragile si les transitions politiques ne sont pas respectées et si rien n'est fait sur le plan économique et social pour calmer les sociétés sahéliennes inquiètes et fatiguées de ces nombreuses années de guerre contre le terrorisme. Les crises sahéliennes déciment depuis de nombreuses années des populations en déshérence, meurtries par la mal gouvernance, la pauvreté et le sous-développement et qui ont hâte de sortir de cet enfer, de retrouver la paix et une

“ Les approches westphalienne, clausewitzienne et wébérienne de la sécurité ont montré leurs limites au Sahel face à des dynamiques sécuritaires locales et transnationales. ”

vie normale. Aussi, il faudra revoir toutes les solutions nationales et internationales importées et inadaptées qui se sont soldées par un échec cuisant. Les approches westphalienne, clausewitzienne et wébérienne de la sécurité ont montré leurs limites au Sahel face à des dynamiques sécuritaires locales et transnationales : remplacer une puissance par une autre puissance n'est pas la meilleure des solutions, d'autant plus que rien ne garantit la fin de la dépendance, encore moins une relation gagnant-gagnant.

Autre sujet primordial, la nécessité de revoir ces approches à travers une perspective africaine qui tienne compte des spécificités sociétales, sociales, politiques et anthropologiques qui caractérisent la région. Seules des solutions forgées en fonction des réalités du Sahel peuvent offrir des perspectives nouvelles pour sortir du cycle de la violence. Cette ambition au sens de Niagalé Bagayoko suppose qu'on tire les leçons des expériences conduites aussi bien dans le cadre de la lutte contre les groupes armés et les acteurs criminels que dans les nombreuses opérations de paix à participation sahélienne des dernières décennies (9). Pour que cet effort de refondation aboutisse, il ne faut donc pas rejeter en bloc l'héritage colonial et postcolonial qui fait partie intégrante des architectures des États de la région : l'enjeu est de dépasser ces cadres en intégrant leurs legs de manière critique et constructive plutôt que de les balayer (10). À cet effet, l'aide des partenaires extérieures peut jouer un rôle prépondérant et indispensable si, et seulement si, elle est crédible, et qu'elle n'est pas confinée à la supplétabilité stratégique et géostratégique ou encore au diktat. Il s'agit pour les pays du



Sahel de ne pas se laisser imposer une vision, ou de s'en inspirer aveuglement, mais plutôt de prendre pour leur sécurité des initiatives qui sortent des approches standardisées et qui tiennent compte du global et du local.

Rodrigue Nana Ngassam

Notes

- (1) Niagalé Bagayoko, « Vers l'émergence d'une perspective stratégique sahélienne ? » in Bertrand Badié, Dominique Vidal, *Le monde ne sera plus comme avant*, Les Liens qui Libèrent, 2022, p. 311-332.
- (2) Dominique Bangoura, « Les armées africaines face au défi démocratique », *Géopolitique africaine*, n°5, 2002, p. 177-193.
- (3) Profitant des désillusions démocratiques et des exaspérations sécuritaires des populations, les militaires se sont emparés du pouvoir politique. Craignant à leur tour d'être délégitimés, ils ont vite fait de se tourner vers la Russie en retournant le nœud gordien du problème découlant de la gestion catastrophique de leurs prédécesseurs sur la présence française au Sahel alors que d'autres puissances bien établies ne sont pas exemptes de tout reproche bien plus grave.
- (4) Hélène L'Heuillet, *Aux sources du terrorisme. De la petite guerre aux attentats-suicides*, Fayard, 2009.
- (5) On peut noter les affrontements entre les groupes issus des différentes scissions de la secte islamiste Boko Haram — l'Islamic State West African Province (ISWAP) et la Jama'atu Ahlus-Sunna Lidda'Awati Wal Jihad (JAS) ou encore le groupe Ansaru au Nigéria dans le bassin du lac Tchad —, de même que les combats dans le Sahel central entre le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).
- (6) Denia Chebli, « La révolte en héritage. Militantisme en famille et fragmentation au Nord-Mali (MNLA) », *Cahiers d'études africaines*, vol. 234, n°2, 2019, p. 453-481 (<https://journals.openedition.org/etudesafriaines/25913#quotation>).
- (7) Aristide Michel Menguele Menyengue, « Wagner et la gouvernance sécuritaire en Afrique : entre instrument de (re)conquête de l'influence russe, déclassement des puissances occidentales et stigmatisation », *Hybrides (RALSH)*, vol. 1, n°1, septembre 2023, p. 326-346 (<https://digital.areiion24.news/qks>).
- (8) Jean-Pierre Filiu, « Quand la France cohabitait avec les mercenaires russes du Groupe Wagner en Libye », *Le Monde*, 10 avril 2022 (<https://digital.areiion24.news/c81>).
- (9) Niagalé Bagayoko, *op. cit.*, p. 330.
- (10) *Ibid.*

Photo ci-dessus :

Manifestation dans les rues de Dakar le 9 février 2024, après que le chef de l'État, Macky Sall, a annoncé le report *sine die* du scrutin présidentiel prévu le 25 février — une première dans le pays depuis 1963. Le Sahel connaît un véritable déficit démocratique. Alors que les coups d'État s'enchaînent, les junte au pouvoir ne semblent pas prêtes à faire de l'organisation d'élections dans leur pays une priorité (Guinée, Mali, Burkina Faso, Niger). (© Shutterstock)

